Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (2019)
Heft: 2248

Artikel: Pesticides : le lobby agricole choisit la confrontation : quand l'USP devient la voiture-balai de l'industrie chimique

Autor: Longet, René

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1020039

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 15.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

des réformes à l'interne pourraient faire taire les critiques de l'UE à l'égard des mesures de protection des salaires et des conditions de travail (DP 2238). Mais sur ce sujet, la gauche est restée silencieuse.

PLR et PSS n'ont pas su sentir le pouls de l'opinion publique. En période électorale, cette absence de perception peut coûter cher.

Pesticides: le lobby agricole choisit la confrontation

Quand l'USP devient la voiture-balai de l'industrie chimique

René Longet - 16 juin 2019 - URL: https://www.domainepublic.ch/articles/35102

La politique agricole a connu une mue majeure au cours des années 1990. Si le soutien public à la production indigène a été confirmé, c'est en soulignant la multifonctionnalité de l'agriculture, inscrite dans la Constitution en 1996. Et les versements financiers, sous forme de paiements directs, ont été conditionnés notamment à des «*prestations écologiques requises*».

Malgré toutes les affirmations vantant l'exceptionnelle qualité environnementale de la production suisse, l'intensification reste forte, visible notamment à travers l'importation de nutriments pour le cheptel suisse et une forte dynamique de concentration des exploitations. Ainsi entre 1996 et 2017, un tiers des exploitants ont remis leur entreprise et la taille moyenne des quelque 51'000 subsistantes a augmenté d'autant, passant de 14,4 à 20,6 hectares.

Le récent rapport du Conseil fédéral *Environnement suisse 2018* souligne que «*sur les surfaces agricoles (soit un tiers environ du territoire suisse), la qualité des milieux naturels et la diversité des espèces ont diminué. Cela tient surtout à l'utilisation intensive d'engrais (à base d'azote et de phosphate) et de pesticides, au drainage des zones humides et des petits plans d'eau et à l'endiguement des cours d'eau et des ruisseaux. L'élimination des petites structures telles que des haies ou des murs de pierres sèches a détruit les habitats de nombreuses espèces d'oiseaux et d'insectes*» p. 98).

Au lieu de choisir la qualité, clé de la fidélisation durable du public et des consommateurs dans un environnement compétitif, le monde paysan se réfugie dans l'ambiguïté. Certes, il cultive l'image d'une production d'aliments sains et de proximité, à l'unisson de la nature.

Mais dans la réalité, le lobby agricole est vent debout contre toute nouvelle avancée environnementale. Ceci à une époque où la diversité agrogénétique, la vie biologique des sols et la réduction des émissions de gaz à effet de serre sont plus importantes que jamais.

Régulation des produits phytosanitaires, quelle crédibilité?

Dans ce contexte, les deux initiatives populaires antipesticides chimiques, lancées hors de tout appareil politique ou d'ONG, n'ont eu aucune peine à aboutir. Leur titre – pour une fois, est-on tenté de dire – correspond très exactement à leur contenu: «*Pas de subventions pour l'utilisation de pesticides et l'utilisation d'antibiotiques à titre prophylactique*» pour l'une, «*Pour une Suisse libre de pesticides de synthèse*», pour l'autre. Cette dernière vise également l'importation commerciale de denrées alimentaires pour la production desquelles ont été utilisés des pesticides de synthèse.

Pour les combattre, le monde paysan a choisi de jouer le tout pour le tout. Sous le slogan fallacieux (et escamotant l'essentiel, à savoir le *«comment»*) *«Nous protégeons ce que nous aimons»*, l'Union suisse des paysans (USP) occulte la diversité des approches et techniques de réduction des phytosanitaires de synthèse, tant en quantité qu'en toxicité. Et elle assure que, sans le cocktail fourni par la chimie, l'agriculture mourrait. Alors que pour d'autres, c'est précisément trop de chimie qui la tue…

La stratégie est claire: pas de contre-projet, pour une confrontation frontale, faire refuser les initiatives pour ensuite, fort du vote populaire, contester la légitimité des programmes fédéraux de promotion de la biodiversité et de réduction des pesticides édictés tous deux en septembre 2017. Ces derniers étant difficiles à contester, l'occasion est trop belle pour en relativiser la portée…

Comme si une production agricole pouvait exister sans biodiversité; même la FAO le souligne! C'est rejouer, au fond, le scénario de l'initiative contre le mitage du territoire.

Toutefois, si les problèmes peuvent ainsi être évacués momentanément de l'agenda politique, ils ne quittent pas pour autant le terrain de la réalité.

Donner force de loi aux programmes fédéraux

Un contre-projet indirect permettrait de donner un ancrage légal et force de loi aux engagements décrits dans ces documents fédéraux. S'y refuser signifie assumer, sinon souhaiter, prendre le risque que ces plans ne soient appliqués qu'à bien plaire et rejoignent les nombreux catalogues de bonnes intentions guère suivies d'effets. C'est bien ce mauvais service que s'apprêtent à rendre l'UDC, le PLR (dont le *«verdissement»* s'avère décidément loin d'être acquis) et le PDC aux producteurs comme aux consommateurs.

Ce sont exactement ces manigances et sombres manœuvres qui vident de leur substance les programmes environnementaux. Et l'on se demande pourquoi on n'avance pas dans la solution des problèmes pourtant scientifiquement attestés!

Ce que le monde agricole met en péril en agissant ainsi? La sympathie du public, patiemment construite. Le réflexe des consommateurs qui leur fait préférer les produits suisses, puisque les paysans suisses ne veulent pas réellement travailler sur la différence. L'unité tant invoquée de la branche, puisque de plus en plus de producteurs n'en ont que faire des discours officiels et se convertissent qui au bio, qui à l'agriculture respectueuse de la vie du sol, qui à l'agroforesterie, cherchant le lien direct avec les consommateurs et investissant des filières dévolues à la qualité davantage qu'à la quantité.

Au lieu d'emboîter le pas à ceux de leurs adhérents qui se tournent ainsi vers l'avenir, l'USP se transforme en voiture-balai de la chimie, qui n'aura pas besoin de s'exposer dans ces campagnes de votation: les usagers de leurs produits le feront à sa place, à coups de millions jetés dans la bataille.

Il n'y a pourtant pas d'avenir pour l'agriculture suisse hors de la qualité. Comme pour l'horlogerie et pour bien d'autres activités d'ailleurs.